

L'Italie se prépare à rétablir sa monnaie notionale



Article rédigé par *Sputnik*, le 22 mai 2018

Source [Sputnik] Le nouveau gouvernement italien a rendu public son programme économique, qui contient notamment l'exigence que l'Union européenne efface 250 milliards d'euros de la dette publique de l'Italie et libère le pays de plusieurs restrictions. Sinon, Rome menace de sortir de la zone euro pour revenir à la lire italienne.

Les chefs des partis Mouvement 5 Étoiles et Ligue, qui ont obtenu le plus grand nombre de voix aux élections du 4 mars, sont convenus des principes fondamentaux de la politique économique du gouvernement de coalition. Ils sont persuadés que ce ne sont pas les recettes libérales qui garantiront la sortie de la stagnation économique, mais les «investissements» et la «stratégie expansionniste».

En 2017, l'économie italienne a affiché une croissance économique de seulement 1,5%, alors que la moyenne dans toute la zone euro s'élevait à 2,5%.

Au premier trimestre, la croissance italienne a ralenti jusqu'à 1,4% en glissement annuel, alors qu'au sein de l'UE elle restait stable à 2,5%.

Pour redresser la situation, les dirigeants des partis vainqueurs préconisent le recours à plusieurs stimulations fiscales allant à l'encontre des principes conservateurs de la Banque centrale européenne (BCE). Ces idées révolutionnaires sont très onéreuses.

La baisse des impôts sur le revenu pour les entreprises et les particuliers à 15% augmentera significativement leurs capacités d'investissement, tout en réduisant les revenus budgétaires de 80 milliards d'euros par an. L'abandon de la réforme des retraites diminuerait la tension sociale, mais ferait perdre 15 milliards supplémentaires au budget. Et le refus d'augmenter l'impôt sur les ventes encore 12,5 milliards.

La baisse des impôts sur le revenu pour les entreprises et les particuliers à 15% augmentera significativement leurs capacités d'investissement, tout en réduisant les revenus budgétaires de 80 milliards d'euros par an. L'abandon de la réforme des retraites diminuerait la tension sociale, mais ferait perdre 15 milliards supplémentaires au budget. Et le refus d'augmenter l'impôt sur les ventes encore 12,5 milliards.

Au total, c'est plus de 100 milliards d'euros qui manqueront au budget sachant que la dette publique de l'Italie s'élève à 131,8% du PIB — l'indicateur le plus élevé en UE après la Grèce. Or selon les règles de l'UE, la dette publique ne doit pas dépasser 60% du PIB.

Les Italiens sont conscients qu'en transgressant une règle ils en enfreignent une autre — sur le montant du déficit du budget public qui ne doit pas dépasser 3% du PIB. Pour l'instant, la situation est tolérable: d'après l'agence nationale des statistiques Istat, le déficit du budget italien se chiffrait à 2,3% du PIB en 2017. Mais si les plans annoncés étaient mis en œuvre, cet indice dépasserait considérablement la barre des 3%.

C'est pourquoi les leaders des principaux partis ont préalablement avancé deux exigences à l'UE: premièrement, la BCE doit annuler 250 milliards d'euros de la dette publique italienne; deuxièmement, lever les restrictions sur le niveau de la dette publique et du déficit budgétaire qui, selon les Italiens, n'existent plus que sur le papier depuis longtemps. «Cela fait dix ans que la France dépasse le plafond du déficit, la dette de la France et de l'Espagne est supérieure à 60% du PIB», rappelle le représentant économique de la Ligue Claudio Borghi.

Les Italiens avertissent que si Bruxelles ne se pliait pas à leurs exigences, le pays quitterait la zone euro pour revenir à sa monnaie nationale. Le brouillon d'accord de coalition entre les partis 5 Étoiles et Ligue prévoit même des procédures techniques concrètes qui permettraient de se séparer de l'euro et de rétablir la souveraineté monétaire.

Les marchés ont pris ces déclarations très au sérieux: le rendement des obligations italiennes sur 10 ans a augmenté de 16 points de base en une journée — un record depuis 14 mois. Le principal indice boursier italien FTSE MIB a chuté de 3,5% en deux jours et continue de baisser: autrement dit, les investisseurs vendent les actions des compagnies italiennes.

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

https://fr.sputniknews.com/international/201805211036471921-italie-monnaie-nationale/?utm_source=https://